

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE

NANTERRE, le 05/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AALYAH RECYCLAGE**

24 CHEMIN LATERAL  
92220 Bagneux

Références : 31490  
Code AIOT : 0007408850

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement AALYAH RECYCLAGE implanté 24 CHEMIN LATERAL 92220 Bagneux. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accidentologie récente en IDF montre la récurrence d'incidents et accidents liés à des incendies dans des installations de traitement des déchets.

Ainsi, il a été décidé en 2023 de réaliser une action régionale coup de poing portant sur les moyens de lutte contre l'incendie sur les installations de tri-transit de déchets soumises à déclaration ou enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714 ou 2716.

Cette inspection fait également suite à un courrier adressé par le maire de Bagneux à Monsieur le Préfet saisi de plaintes à l'encontre de la société AALYAH RECYCLAGE par des riverains considérant l'activité de l'exploitant comme une gêne (bruits et odeurs).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AALYAH RECYCLAGE
- 24 CHEMIN LATERAL 92220 Bagneux
- Code AIOT : 0007408850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AALYAH RECYCLAGE exploite depuis 1986 un centre de transit, regroupement et tri de déchets de métaux ferreux et non ferreux, de déchets dangereux (batteries) ainsi qu'un centre de récupération, dépollution démontage de véhicules hors d'usage terrestre sur un même site localisé 24 Chemin latéral 92220 Bagneux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- moyens de lutte contre l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans son courrier adressé au Préfet des Hauts de Seine le 8/12/2022, la Maire de Bagneux indique avoir été saisie de plaintes à l'encontre de l'exploitant dont l'activité constitue une importante gêne pour les riverains (bruits, odeurs).

Les riverains ont informé la Maire de Bagneux que :

1/ les véhicules seraient écrasés sans vider l'hydrocarbure et jetés sans prendre aucune précautions au niveau sonore pour le voisinage,

2/ la société aurait reculé son mur sur la parcelle du 29, rue Alphonse Pluchet alors que l'extension de l'activité de tri, transit ferreux et regroupement de métaux ferreux ne peut être réalisée sur le terrain situé au 29, rue Alphonse Pluchet, ce dernier ne pouvant servir que de zone de parking des engins et outils.

S'agissant du point 1/, la dernière campagne de mesures acoustiques a été réalisée sur le site le 15/01/2019. **L'inspection des installations classées propose au préfet de demander à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesure dans un délai de 4 mois et de demande à l'exploitant d'indiquer dans un délai d'un mois, d'une part, les moyens mis en oeuvre avant et après l'écrasement des véhicules d'une part pour vider les hydrocarbures des véhicules et, d'autre part, les précautions prises au niveau sonore pour le voisinage.**

S'agissant du point 2/, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a déplacé le muret de séparation entre la parcelle historique utilisée pour l'exploitation des activités classées ICPE et la parcelle (dont l'exploitation a fait l'objet d'un porter à connaissance en 2019 pour l'extension du site) utilisée pour l'exploitation des activités non classées ICPE.



*Parcelle utilisée pour l'exploitation des activités non classées ICPE*

Ce déplacement du muret de séparation a pour conséquence d'agrandir la zone d'activité ICPE d'environ 200 m<sup>2</sup> sur une zone sur laquelle seules des activités non classées ICPE sont réalisées. **La partie étendue de l'établissement doit uniquement être utilisée pour le stockage de pièces détachées, des engins de chantier et de bennes vides.**

L'exploitant a reconnu que sur la zone des 200 m<sup>2</sup> il exerçait bien une activité classée ICPE alors qu'il n'y est pas autorisé. Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté qu'un engin était positionné sur cette zone et en activité avec un employé à la manoeuvre dedans.

Il est demandé à l'exploitant de déplacer sous 1 mois le mur mobile à la limite de la zone initiale d'activité ICPE.



*Mur mobile de séparation entre les deux parcelles.*

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	Piles au lithium usagées	Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, AALYAH Recyclage doit produire plusieurs justificatifs de conformité aux prescriptions qui lui sont applicables en matière de prévention du risque incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'une bouche incendie gérée par la commune de Bagneux est disponible au nord du site sur le Chemin Latéral à moins de 100 m (80m). L'inspection des installations classées constate l'existence de cette bouche incendie. Il est demandé à l'exploitant de confirmer que la bouche incendie se situe bien à moins de 100 m de tout point de la limite de l'installation et qu'elle respecte les conditions de débit de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'installation est équipée en extérieur d'un RIA et de 9 extincteurs à poudre, ainsi qu'à l'intérieur de 5 extincteurs à CO <sub>2</sub> et eau pulvérisée avec additif. La société STOP INCENDIE IDF en assure la fourniture, l'installation et la maintenance. L'exploitant présente le plan d'intervention daté du 23/06/2022 qui répertorie l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie. La société de maintenance est passée le 22/03/2023 pour changer 8 extincteurs. Son passage est consigné par signature dans le registre de sécurité. Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection le rapport d'intervention du 22/03/2023 dès réception. Les équipes sont formées à la manipulation des ces équipements. L'exploitant transmet l'attestation de formation du 11/04/2022 de la société STOP INCENDIE IDF concernant 8 collaborateurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que tous les employés sont équipés de téléphones portables, mais, néanmoins, que compte tenu de la taille du site, un appel vocal peut suffire à donner l'alerte. Un plan du site réalisé par ASSYST ENVIRONNEMENT d'avril 2019 à l'échelle 1/200 est affiché dans le bureau du local administratif. Ce plan indique la limite du site, les différentes zones bétonnées et de stockage, les bâtiments ainsi que le réseau de collecte des eaux pluviales du site. Ces éléments nécessaires sont matérialisés mais apparaissent assez illisibles (échelle trop petite). Il est demandé à l'exploitant de refaire un plan sur lequel les informations seront écrites de manière lisible, et de le compléter afin qu'il matérialise les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les zones de dangers du site (avec les pictogrammes de danger associés).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'installation est dotée d'une réserve de sable meuble et sec ainsi que qu'une pelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> La société STOP INCENDIE IDF assure la fourniture, l'installation et la maintenance des 14 extincteurs présents sur le site. Une intervention annuelle est prévue et peut être complétée au besoin dans les cas où notamment les extincteurs auraient reçu un coup par un camion lors d'une manœuvre. L'exploitant transmet l'attestation de maintenance et mise en conformité des moyens de secours de 2022, suite à la visite réalisée le 17/03/2022. La société est passée le 22/03/2023 pour changer 8 extincteurs. Son passage est consigné dans le registre de sécurité. Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection le rapport d'intervention correspondant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>V. — Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;</li> <li>— du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>— du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;</li> <li>— les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site est construit en pente ce qui permet de récupérer toutes les eaux usées du site par les deux cuves de rétention (60 m<sup>3</sup>) qui renvoient vers le séparateur. Ce séparateur fait l'objet de curage deux fois / an. Une vanne permet de fermer ce réseau en cas de pollution mais l'exploitant ne sait pas si son fonctionnement est manuel ou automatique ni où elle se trouve.</p> <p>L'exploitant indique ne pas savoir si les cuves de rétention sont dimensionnées pour recevoir le déversement des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse à ces questions à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Piles au lithium usagées

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Piles au lithium usagées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flash Aria du BARPI de septembre 2018 montre que de nombreux accidents dans les installations de tri-transit de déchets sont liés aux piles et accumulateurs au lithium en fin de vie.  Le lithium réagit fortement avec l'eau et avec l'air et est dangereux pour l'environnement. Ces potentiels de danger s'expriment lorsqu'il y a perte de confinement de l'enveloppe des P&A, et potentiellement fuite d'électrolyte (lithium ionisé), ou lorsque ceux-ci sont pris dans un incendie : <ul style="list-style-type: none"><li>⌚ Hydrolyse en présence d'eau ou d'air humide pour former de l'hydrogène gazeux avec risque d'explosion en espace restreint ou confiné (ARIA 18298, 15532) ;</li><li>⌚ Inflammation au contact de l'oxygène et risque d'incendie, l'électrolyte étant assimilable à un liquide inflammable (ARIA 18298, 20539, 32208) ;</li><li>⌚ Toxicité pour les organismes aquatiques en cas de rejet (ARIA 38858) ;</li><li>⌚ Toxicité/corrosivité des fumées d'incendie contenant des hydroxydes de lithium, des composés métalliques (oxyde de Mg...) pouvant entraîner une pollution environnementale (ARIA 46675, 38858, 20539, 18298) ;</li><li>⌚ Projections et effets « missiles » (ARIA 38858, 43090, 43482, 44320, 46675).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que lorsqu'il y a des départs de feu sur les véhicules c'est souvent parce qu'il y a des batteries au lithium restées dans le véhicule (trottinette électrique, perceuse sans fil, GPS, ...). C'est pourquoi une charte a été établie entre l'exploitant et ses clients introduisant une amende lorsqu'est trouvée une pile au lithium dans un véhicule. Ainsi chaque véhicule fait l'objet d'un check complet à réception depuis 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> l'exploitant indique que les déchets issus du décanteur séparateur d'hydrocarbures permettant de traiter les eaux pluviales de ruissellement des aires extérieures entraîne la production de déchets dangereux provenant de son entretien régulier (1 à 2 fois par an). Le nettoyage, la vidange et l'enlèvement de ces déchets sont réalisés par une société spécialisée. Les justificatifs d'entretien ainsi que les bordereaux de suivi des déchets sont conservés. L'exploitant indique utiliser Track-déchets pour l'élimination des batteries au plomb, les huiles usagées, les pneus et moteurs ainsi que les déchets issus des décanteurs, en parallèle d'un logiciel interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet